



# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier  
mensuel  
de  
conjoncture

**Direccte** Direction régionale des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

5 novembre 2014

# Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

*[dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr)*

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 5 décembre 2014.

## ◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

## ◆ **Marché du travail**

- *Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 10 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 11 : taux de chômage (Insee)*

## ◆ **Emploi**

- *Page 12 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 13 : évolution récente de l'intérim*
- *Page 14 : évolution récente de l'emploi salarié*

## ◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 16 : activité partielle*
- *Page 17 : procédures de licenciement collectif*

# Synthèse régionale

## MARCHE DU TRAVAIL

En septembre 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) augmente de +1,5 % en Île-de-France (données CVS) et de +0,6 % en France métropolitaine. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits augmente de +1,3 % dans la région et de +1,0 % en France métropolitaine. Pour les deux catégories, cette importante augmentation fait suite à la baisse observée au mois d'août.

En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +6,9 % en Île-de-France, contre +5,7 % en France métropolitaine.

La demande d'emploi des femmes connaît une hausse plus faible que celle des hommes en septembre 2014 (+1,2 % contre +1,5 % en catégorie ABC), perpétuant la tendance observée depuis plusieurs mois en Île-de-France, où l'évolution de la demande d'emploi est moins forte pour les femmes.

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie ABC a fortement augmenté en Île-de-France (+2,7 %) au mois de septembre, et plus modérément en France métropolitaine (+0,7 %). La hausse qui touche les seniors est similaire en région francilienne et en France métropolitaine, au niveau soutenu qu'on observe depuis 2008.

Au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,6 % de la population active, stable depuis maintenant trois trimestres.

## EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente légèrement au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 en Île-de-France comme en France métropolitaine. Mais l'intérim est en légère baisse au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, en particulier dans le BTP et la construction de véhicules de transport.

## MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de septembre 2014, le secteur de la construction continue d'être le plus important consommateur d'activité partielle en terme de volume d'heures, suivi ce mois-ci par l'hébergement et la restauration. Les procédures de licenciement collectif menacent en septembre un nombre d'emplois sensiblement inférieur à la moyenne des douze derniers mois. On dénombre notamment très peu d'emplois menacés pour cause de liquidation judiciaire.

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de septembre 2014

En septembre 2014, la demande d'emploi de catégorie A augmente en Île-de-France de +1,5 % après correction des variations saisonnières. Elle augmente de +0,6 % en France métropolitaine.

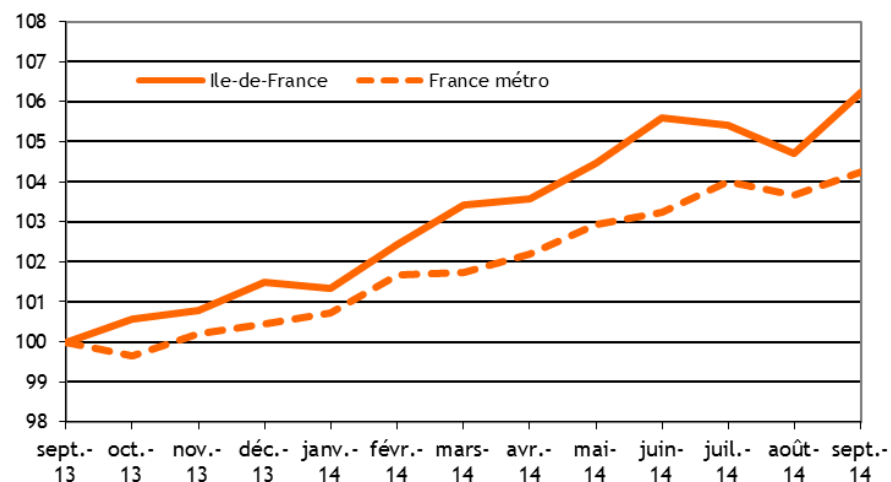
En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés augmente de +1,3 % dans la région, et de +1,0 % en France métropolitaine.

Sur un an, la hausse en catégorie A s'élève à +6,2 % en Île-de-France et +4,3 % en France métropolitaine. Pour la catégorie ABC, l'augmentation atteint +6,9 % en région francilienne et +5,7 % au niveau national.

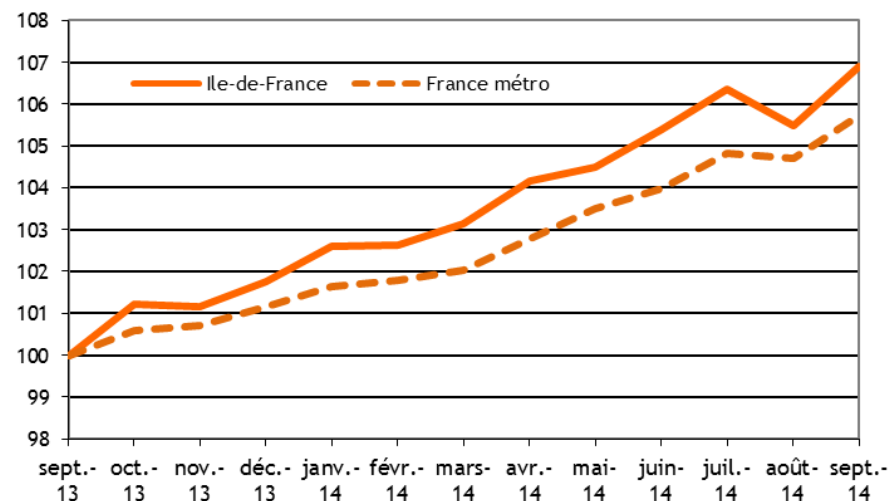
Après la baisse du nombre de demandeurs d'emploi observée au mois d'août, l'Île-de-France enregistre une forte hausse au mois de septembre. La progression est moins marquée, surtout en catégorie A, pour la France métropolitaine.

Septembre 2014	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	<b>653 990</b>	3 432 500	<b>1,5</b>	0,6	<b>6,2</b>	4,3
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	<b>910 760</b>	5 128 200	<b>1,3</b>	1,0	<b>6,9</b>	5,7

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en septembre 2013)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en septembre 2013)



# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de septembre 2014

En septembre 2014, les départements franciliens affichent tous une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, allant de +0,5 % à Paris jusqu'à +2,4 % en Essonne.

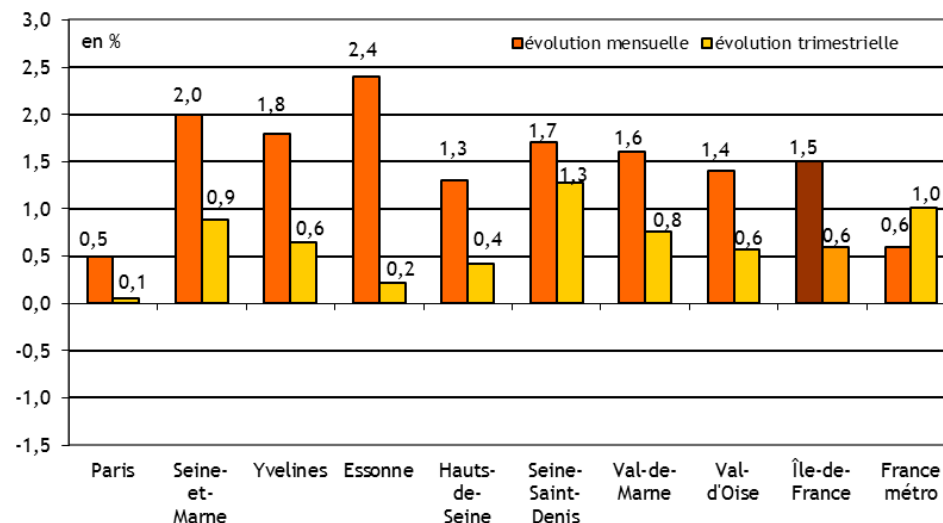
En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi augmente aussi dans tous les départements, de +0,8 % à Paris jusqu'à +1,9 % en Seine-et-Marne.

Sur trois mois, le nombre de demandeurs en catégorie A augmente de +0,6 % en Île-de-France, alors qu'il augmente de +1,0 % en France métropolitaine. La demande d'emploi se stabilise à Paris et en Essonne, tandis que la Seine-Saint-Denis subit la plus forte hausse (+1,3 %).

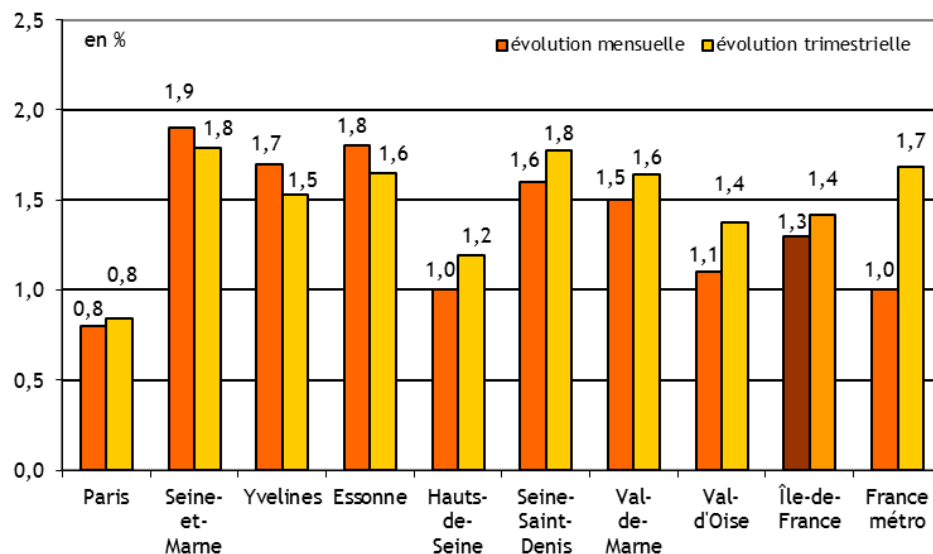
En catégorie ABC, l'évolution trimestrielle atteint +1,4 % en région francilienne, avec une augmentation soutenue dans tous les départements. Sur cette même période, la hausse s'élève à +1,7 % au niveau national.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	132 620	0,5	194 660	0,8
Seine-et-Marne	64 640	2,0	91 610	1,9
Yvelines	62 190	1,8	86 360	1,7
Essonne	55 650	2,4	78 890	1,8
Hauts-de-Seine	78 240	1,3	107 660	1,0
Seine-Saint-Denis	117 100	1,7	156 030	1,6
Val-de-Marne	73 180	1,6	99 640	1,5
Val-d'Oise	70 370	1,4	95 910	1,1
<b>Île-de-France</b>	<b>653 990</b>	<b>1,5</b>	<b>910 760</b>	<b>1,3</b>
France métropolitaine	3 432 500	0,6	5 128 200	1,0

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

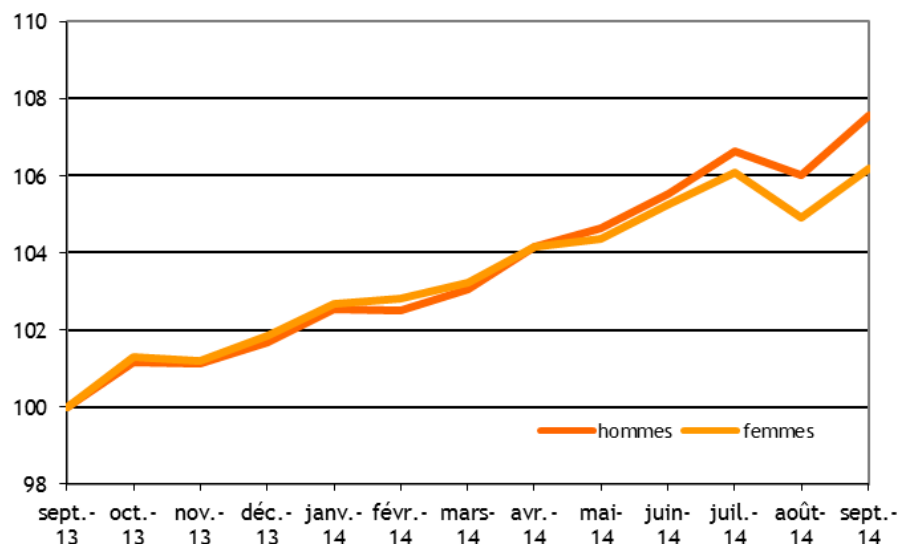


# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de septembre 2014

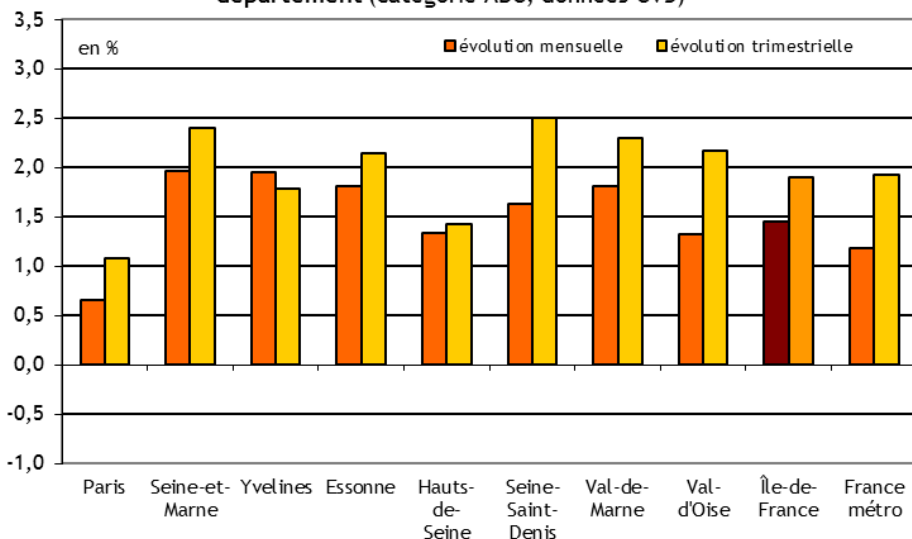
## La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

- La demande d'emploi des femmes en Île-de-France augmente en septembre 2014 de +1,2 %, et celle des hommes de +1,5 %.
- Au mois de septembre, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi est un peu plus marquée pour les hommes que pour les femmes dans tous les départements franciliens, à l'exception de Paris. Cette tendance se retrouve aussi pour la France métropolitaine.
- Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeuses d'emploi a ainsi augmenté de +0,9 % en Île-de-France alors que la hausse atteint +1,9 % pour les hommes, signe d'une situation plus défavorable pour les hommes. Ce phénomène subsiste au niveau national, mais à un niveau moindre (+1,4 % contre +1,9 %).

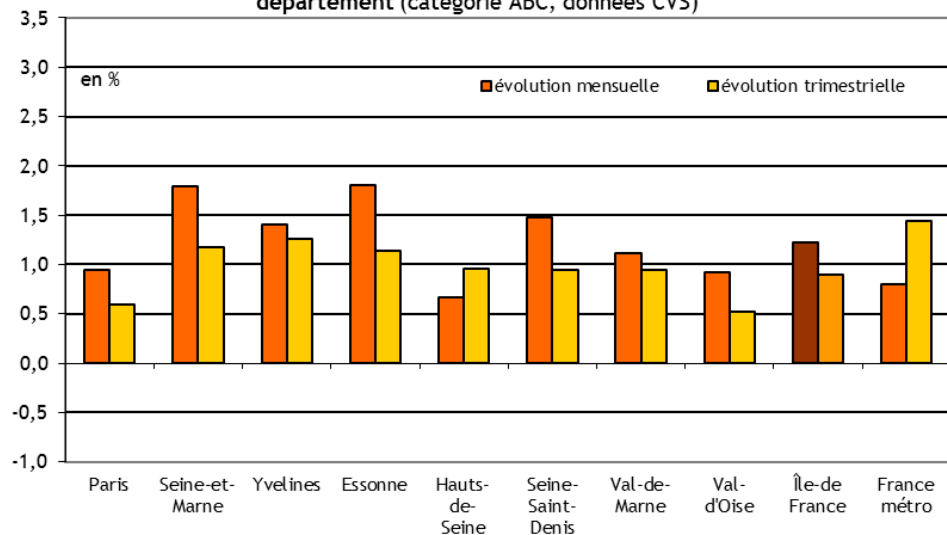
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 septembre 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de septembre 2014

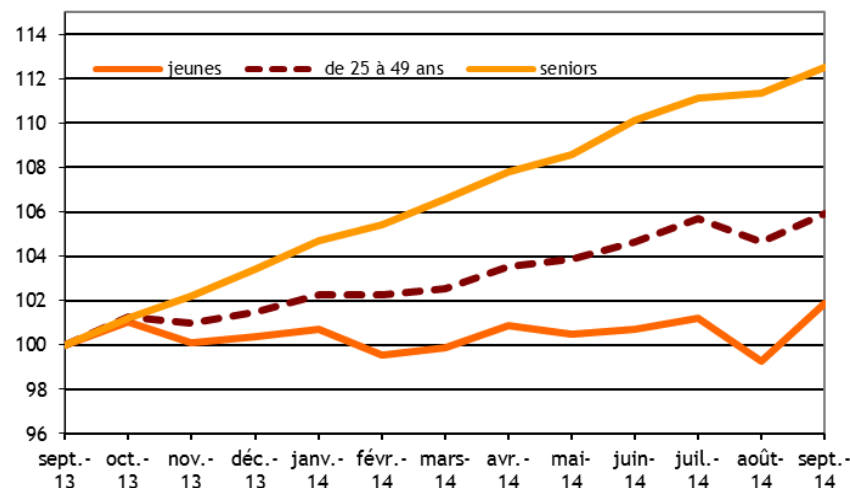
## La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi augmente fortement en Île-de-France au mois de septembre 2014 (+2,7 %), à la suite de la forte baisse du mois précédent. Ainsi, l'évolution trimestrielle reste plus modérée (+1,2 %). Au niveau national, la hausse est bien moindre en septembre, mais similaire sur le trimestre.

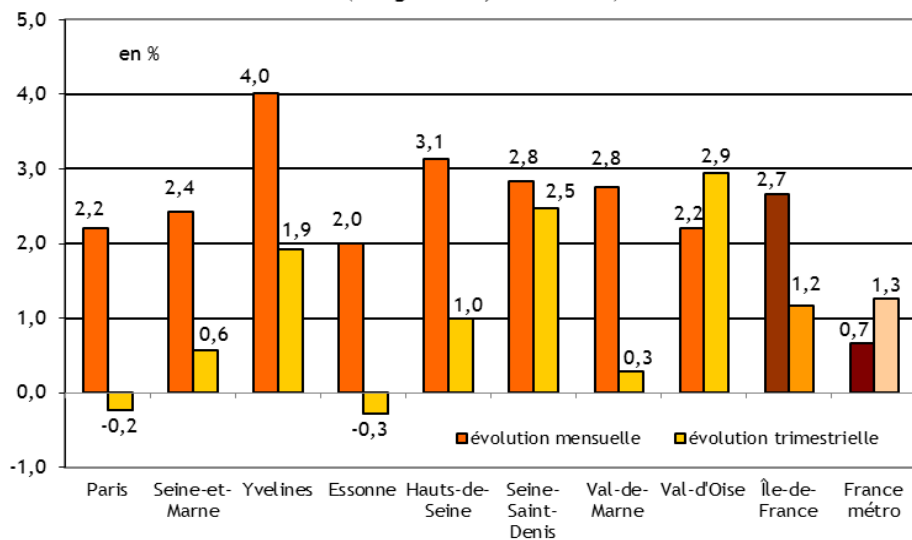
Si tous les départements franciliens connaissent en septembre une forte hausse du nombre de jeunes inscrits, l'évolution trimestrielle est très variable. Les Yvelines, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise sont fortement touchés, tandis que les autres départements sont relativement épargnés.

La demande d'emploi des seniors croît au même rythme soutenu en région francilienne et en France métropolitaine.

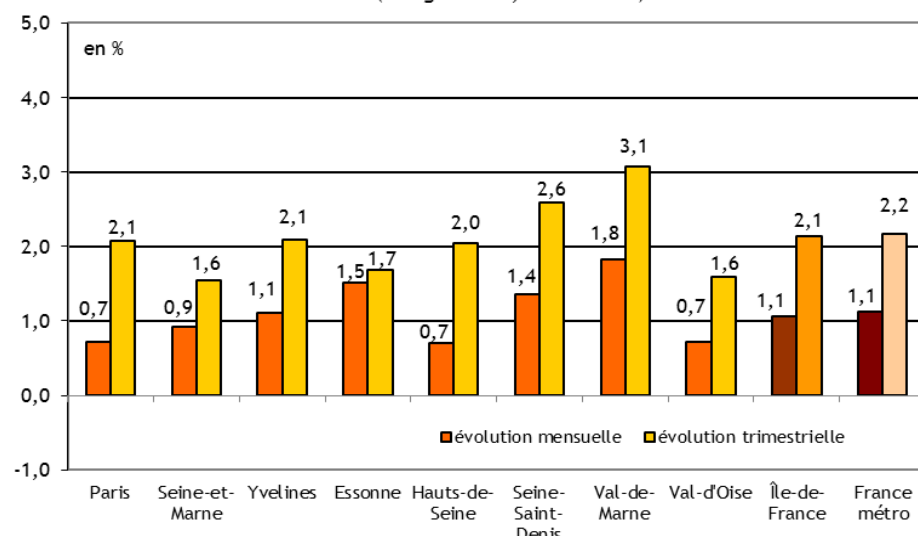
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 septembre 2013)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



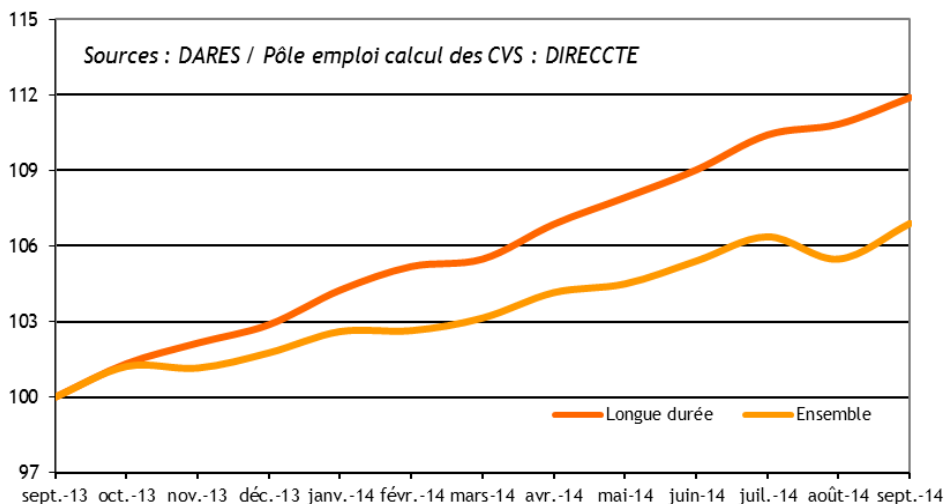


# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de septembre 2014

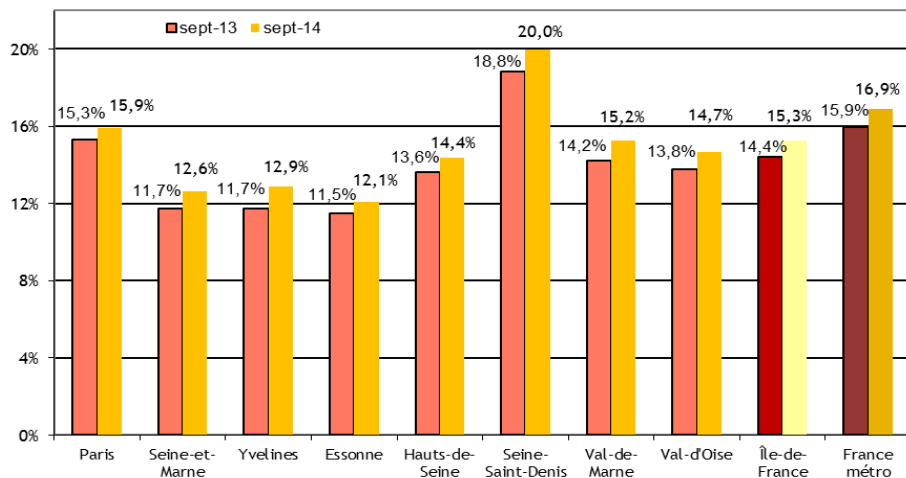
## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

- En septembre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +1,0 % en Île-de-France. L'évolution des demandeurs inscrits depuis moins d'un an, habituellement plus favorable, atteint +1,6 %.
- La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus s'élève à 42,4 %.
- 15,3 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, contre 16,9 % en France métropolitaine. Cette part continue de progresser assez uniformément dans tous les départements franciliens, ainsi qu'au niveau national, par rapport au niveau observé un an auparavant.

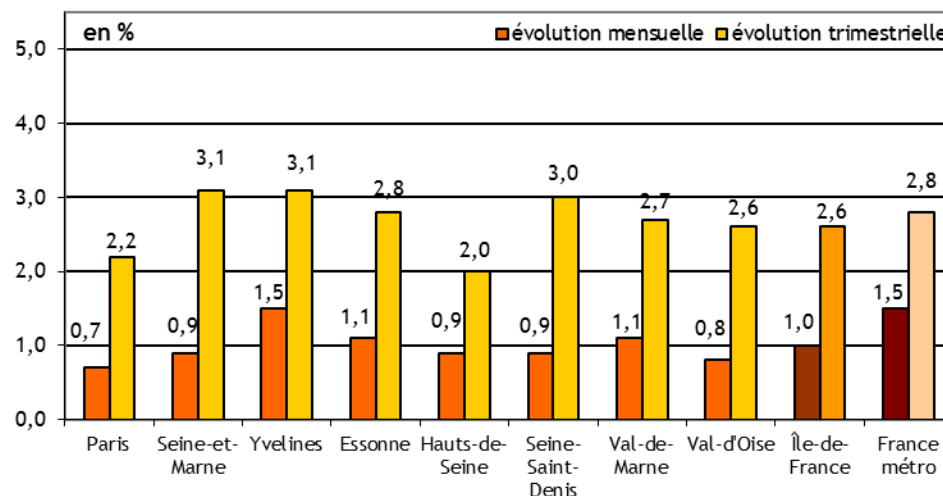
## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 septembre 2013)



Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)

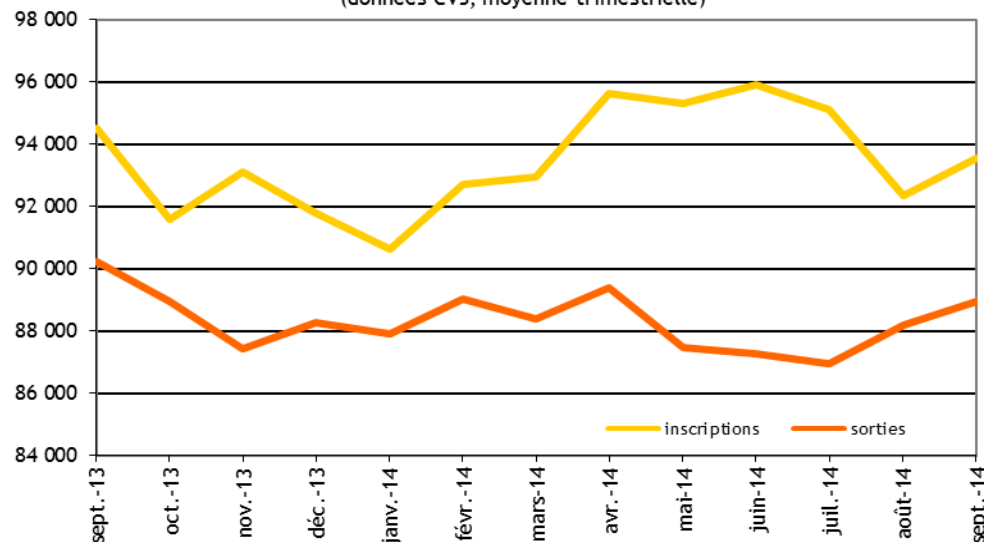


# Les entrées et les sorties à la fin du mois de septembre 2014

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi

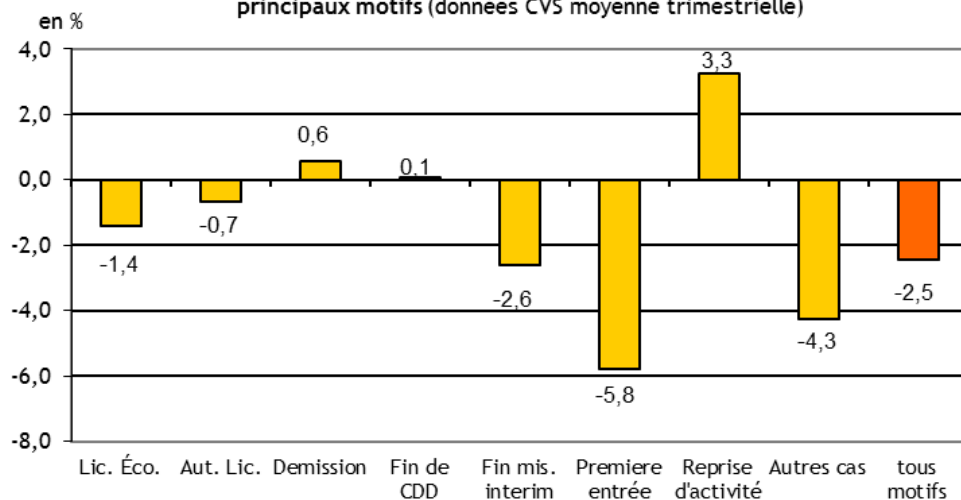
- En septembre 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi augmente fortement par rapport au mois précédent (données corrigées des variations saisonnières). Le nombre de sorties a, quant à lui, légèrement progressé.
- En moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées comme le nombre de sorties augmentent légèrement. L'écart entre le nombre des entrées et des sorties se stabilise après avoir sensiblement diminué par rapport au niveau observé depuis le début de l'année.
- Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 44 % des inscriptions, parmi lesquelles 5 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, les premières entrées (7 % des motifs d'inscription au total) et les entrées pour licenciement (14 % des motifs) baissent. Les entrées pour fin de contrat à durée déterminée (21 % des motifs) restent stables.
- Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 48 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les radiations administratives (9 % des motifs) augmentent très fortement et les reprises d'emploi déclarées (18 % des motifs) progressent légèrement.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Le taux de chômage au 2ème trimestre 2014

➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétopolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

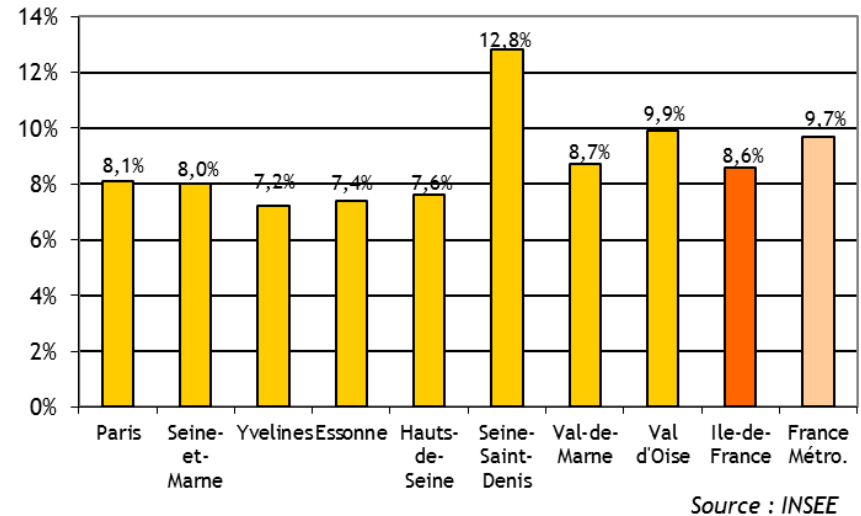
□ Au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au premier trimestre 2014. En France métropolitaine, il est également resté stable, à 9,7 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France baisse de -0,1 point ; il baisse de -0,2 point sur l'ensemble du territoire. Le taux francilien reste nettement inférieur (-1,1 point) au taux national (hors DOM).

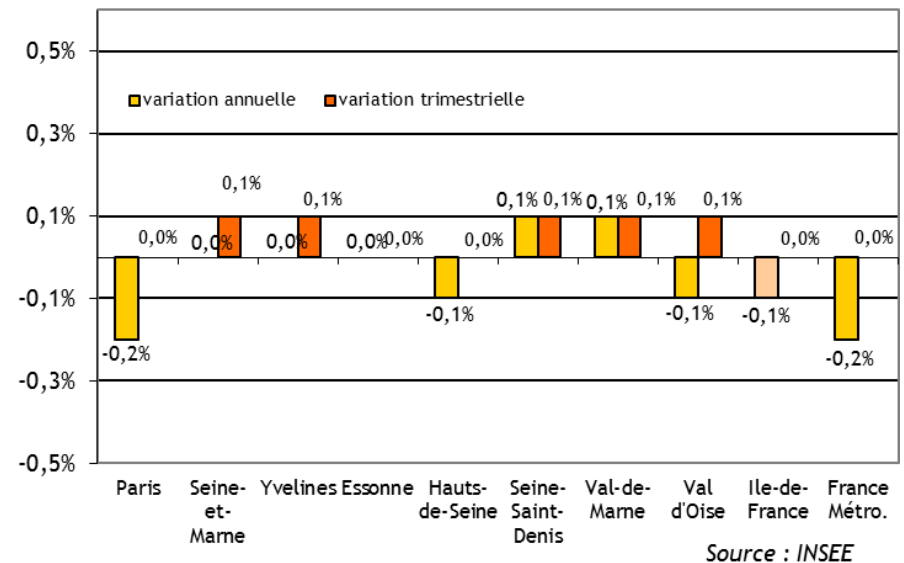
□ Comme au trimestre précédent, le taux de chômage est resté à peu près stable dans tous les départements franciliens.

□ La Seine-Saint-Denis reste le département francilien où le taux de chômage est le plus fort, atteignant 12,8 %. Il est suivi par le Val-d'Oise où il s'élève à 9,9 %, seul autre département d'Île-de-France où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 2ème trimestre 2014



Évolution du taux de chômage localisé au 2ème trimestre 2014



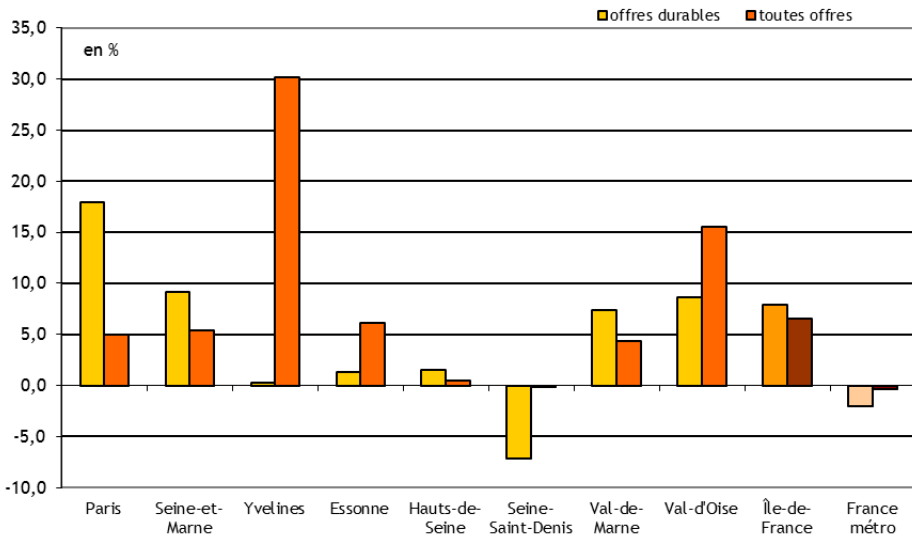
# Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin septembre 2014

En septembre 2014, 45 170 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 25 950 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre d'offres augmente ainsi en septembre, principalement grâce aux offres non durables.

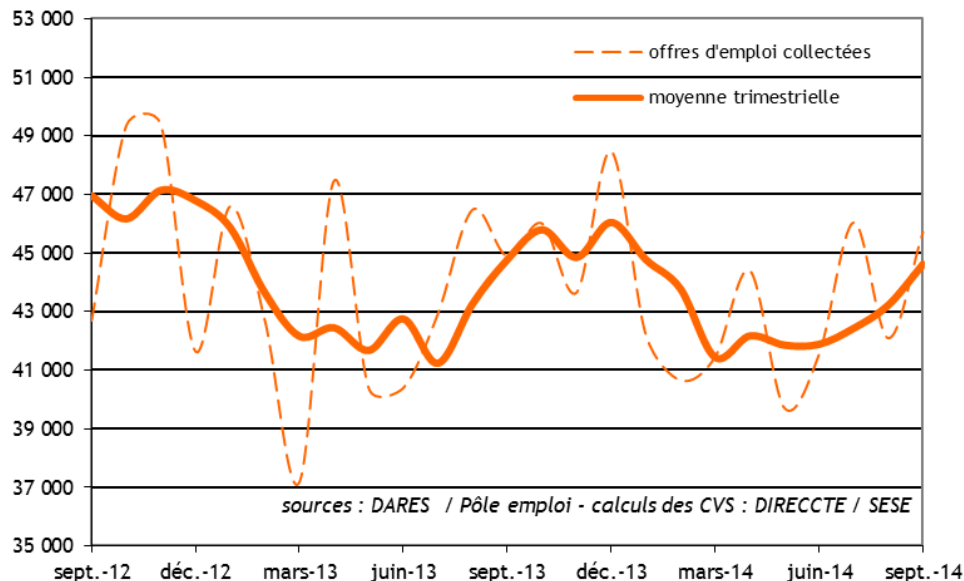
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région augmente, une hausse qui concerne les deux types d'offres.

En France métropolitaine, on observe au cours des trois derniers mois une baisse du nombre d'offres durables, alors que les offres non durables augmentent, le total demeurant quasiment stable.

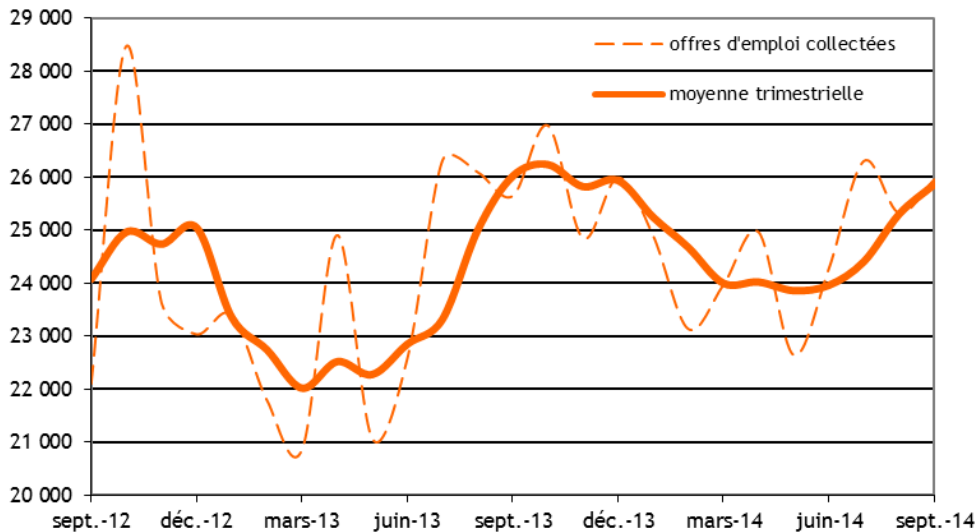
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis septembre 2012 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis septembre 2012 (données CVS)



# L'intérim à fin juillet 2014

▣ Près de 285 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de juillet 2014 dans les établissements franciliens, soit une moyenne de 96 400 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).

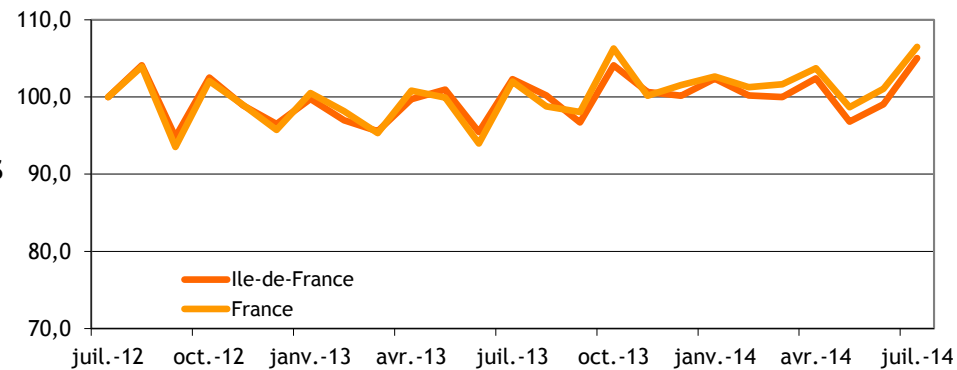
▣ Le nombre d'intérimaires en EETP a augmenté, alors que le nombre de contrats signés s'est stabilisé ce mois-ci. Toutefois, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires est en légère baisse : -0,6 % par rapport aux trois mois précédents.

▣ L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en nette progression après plusieurs mois de recul : +2,1 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, en particulier dans la métallurgie et les industries agro-alimentaires (resp. +4,2 % et +3,5 %).

▣ La construction enregistre un net recul de l'activité intérimaire, mais moins intense que lors des mois précédents : -5,9 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

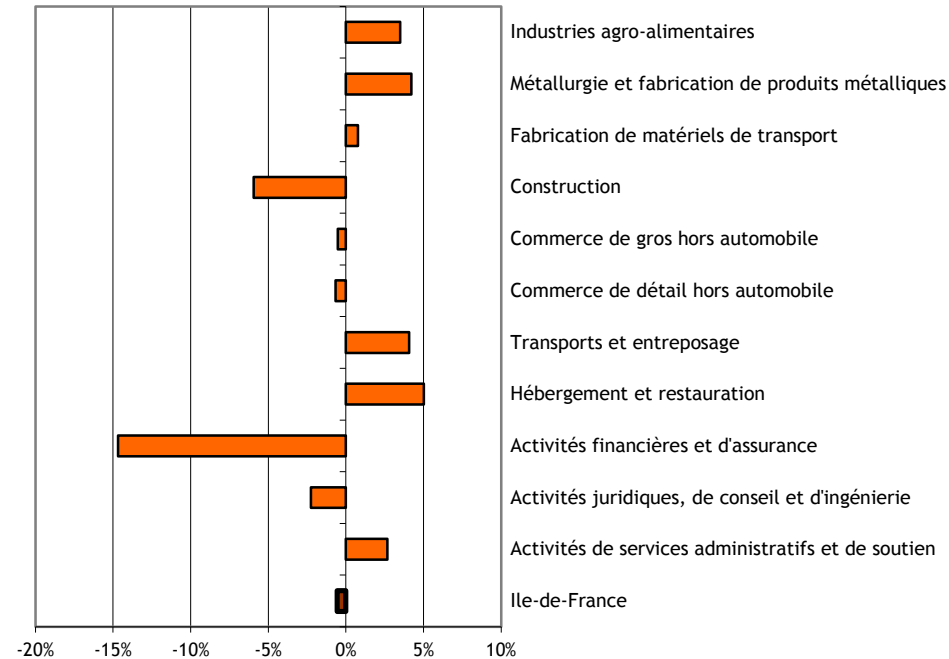
▣ Le tertiaire se stabilise (+0,3 %), avec des différences suivant les secteurs d'activité. Ainsi, le nombre d'EETP est en forte baisse dans les activités financières et d'assurance (-14,7%) et dans une moindre mesure dans les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (-2,3 %). A contrario, le transport/entreposage et l'hébergement/restauration enregistrent des hausses (resp. +5,0 % et +4,1 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin juillet 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

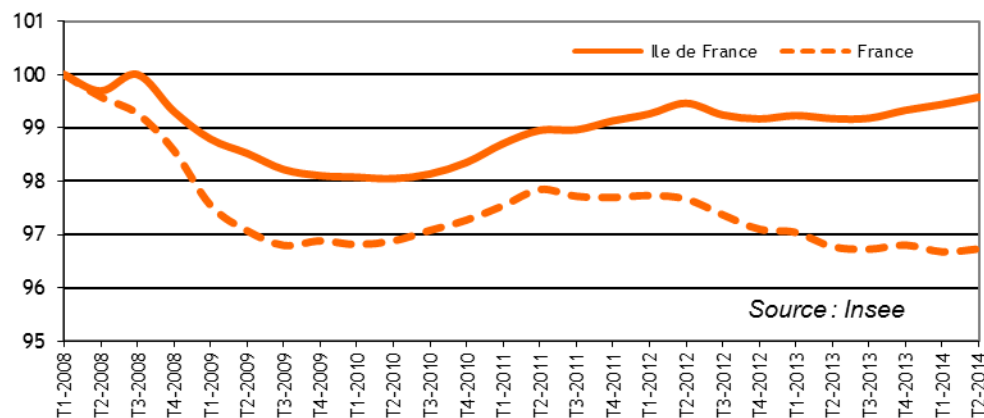
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (donnée CVS)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'emploi salarié au 2ème trimestre 2014

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 2ème trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 1er trimestre 2014)		Evolution annuelle (par rapport au 2ème trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 279 517	116	0,0	14 118	1,1
Seine-et-Marne	302 431	2 793	0,9	592	0,2
Yvelines	367 484	28	0,0	-5 959	-1,6
Essonne	300 791	272	0,1	2 509	0,8
Hauts-de-Seine	815 265	1 661	0,2	-231	0,0
Seine-Saint-Denis	393 944	-356	-0,1	4 503	1,2
Val-de-Marne	359 018	2 479	0,7	2 558	0,7
Val-d'Oise	261 031	-1 443	-0,5	-1 567	-0,6
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 079 480</b>	<b>5 549</b>	<b>0,1</b>	<b>16 523</b>	<b>0,4</b>
France métropolitaine	15 423 100	8 400	0,1	-6 800	0,0

Source : Insee

Après avoir quasiment stagné lors du premier trimestre 2014, le nombre d'emplois salariés au deuxième trimestre évolue peu en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+5 500 emplois, soit +0,1 %), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il croît aussi de +0,1 %.

Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,4 % en région francilienne, tandis qu'il stagne en France métropolitaine.

Les départements franciliens connaissent, selon ces estimations provisoires, des évolutions très différenciées au deuxième trimestre.

L'emploi salarié marchand augmente nettement en Seine-et-Marne (+0,9 %, 2 800 postes gagnés) et dans le Val-de-Marne (+0,7 %, soit 2 500 postes). La plus forte baisse touche le Val-d'Oise (-0,5 %, soit 1 400 postes détruits).

En rythme annuel, on observe aussi des situations très variées selon les départements. Les Yvelines subissent la baisse la plus importante (-1,6 %, 6 000 postes perdus) principalement due au premier trimestre 2014. La Seine-Saint-Denis (+1,2 %, pour 4 500 postes) et Paris (+1,1 %, soit 14 100 postes) enregistrent les plus fortes hausses annuelles, bien que l'emploi salarié y stagne sur le trimestre.

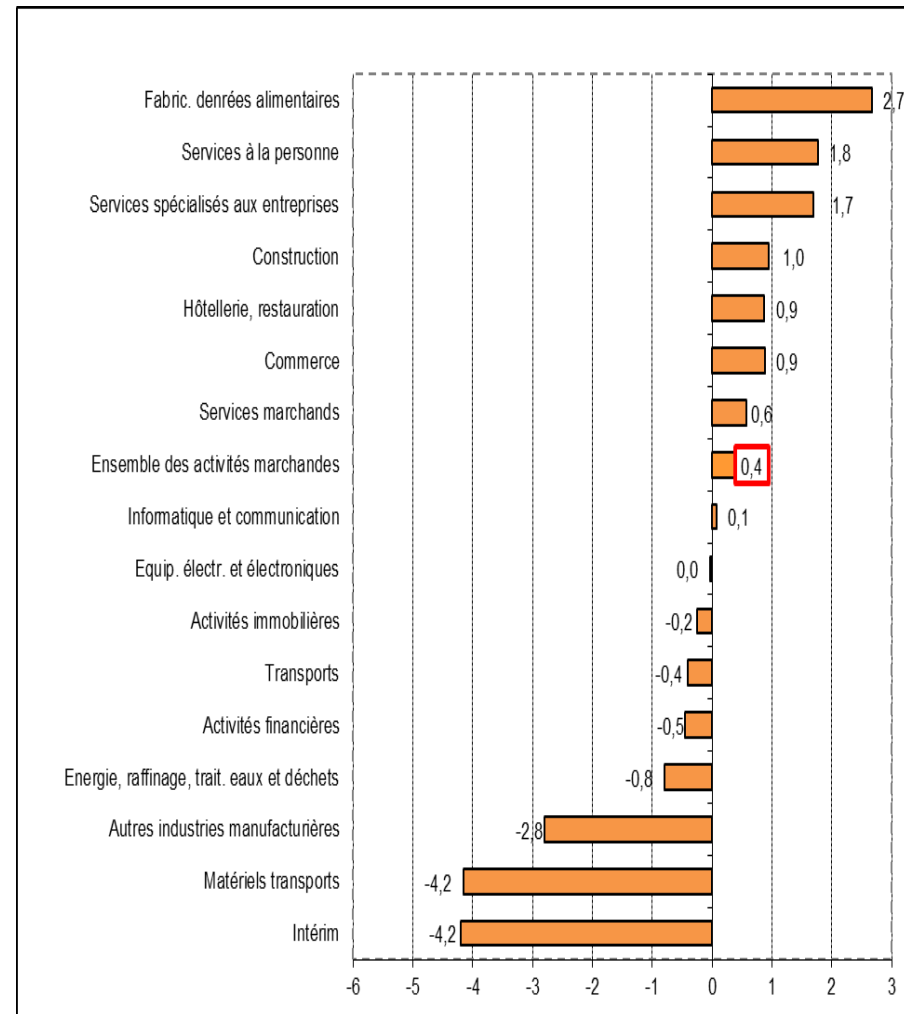
# L'emploi salarié au 2ème trimestre 2014

❑ Au deuxième trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie continue de baisser en Île-de-France (-0,6 %) et reste quasiment stable dans la construction (-0,1 %). Le nombre d'emplois augmente légèrement dans le secteur du commerce (+0,2 %) et des services marchands (+0,3 %).

❑ En un an, la construction créé 2 600 emplois dans la région (+1,0 %). Le commerce enregistre une hausse de plus de 6 000 emplois (+0,9 %). Seule l'industrie connaît une baisse de l'emploi salarié marchand, avec près de 7 500 emplois perdus (-1,6 % sur un an). En son sein, les « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) perdent environ 5 000 emplois et le secteur des matériels de transports voit disparaître plus de 3 000 emplois.

❑ Les services marchands gagnent 15 300 emplois (+0,6 % sur un an), mais on observe des évolutions différentes selon les services. 15 000 postes sont créés dans le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) parmi lesquels 4 200 postes pendant le seul deuxième trimestre 2014. Les services à la personne enregistrent la plus forte hausse en pourcentage (+1,8 %) créant 4 400 postes sur un an. A l'inverse, l'intérim perd 3 600 emplois et le secteur des transports perd 1 500 emplois, bien que tous deux demeurent stables lors du deuxième trimestre.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2013 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

# L'activité partielle en septembre 2014

En septembre dernier, 98 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte. Ce chiffre est minoré en raison de l'absence de remontées dans le département des Yvelines.

Ces demandes correspondent à 500 904 heures de travail autorisées à être chômées.

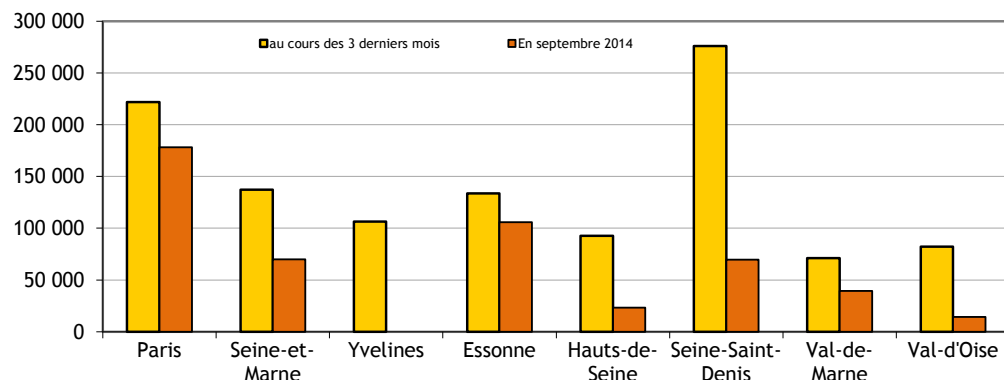
Paris cumule 35 % des heures demandées ce mois-ci dans la région : près de 134 000 heures ont été accordées à un grand hôtel en rénovation.

L'Essonne est le deuxième département le plus touché avec 21 % des heures demandées.

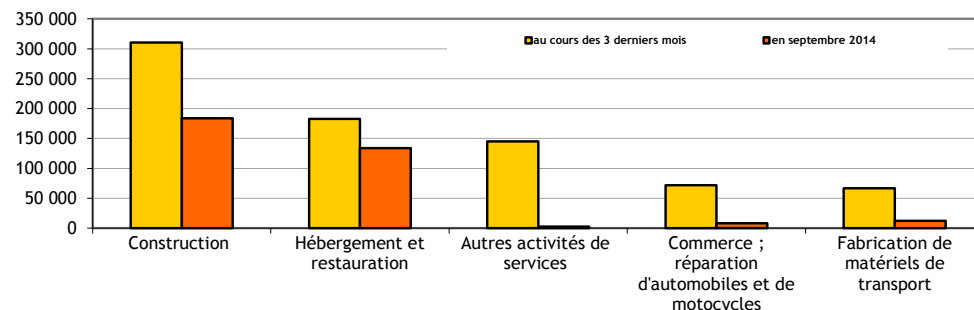
Le secteur de la construction cumule 37 % des heures demandées ce mois-ci dans la région. Il concentre plus de la moitié des heures dans les départements de la Seine-Saint-Denis, de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne.

Le secteur de la métallurgie a obtenu des autorisations pour plus de 60 000 heures. La majorité de ces heures sont concentrées en une seule demande, un établissement spécialisé dans la fonderie de métaux.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en septembre	98	24	9	0	19	9	19	8	10
cumul 2014	1027	183	118	131	128	112	112	98	145
Heures associées en septembre	500 904	178 180	70 008	0	105 829	23 345	69 741	39 486	14 315
cumul 2014	4 636 847	957 858	407 826	732 040	487 720	603 617	463 893	476 551	507 342
Salariés concernés en septembre	1204	373	196	0	240	78	187	71	59
cumul 2014 (sans doubles comptes)	16 684	1824	1024	5 519	1756	2 052	2 132	871	1506



# Les procédures de licenciement collectif en septembre 2014

En septembre, 33 procédures concernant 1 770 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte. C'est un total sensiblement inférieur à la moyenne constatée sur ces 12 derniers mois.

Parmi ces emplois, seulement 95 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.

Les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise sont les deux départements les plus affectés en proportion du nombre d'emplois existant sur leur territoire. Le département de Paris se situe dans la moyenne régionale.

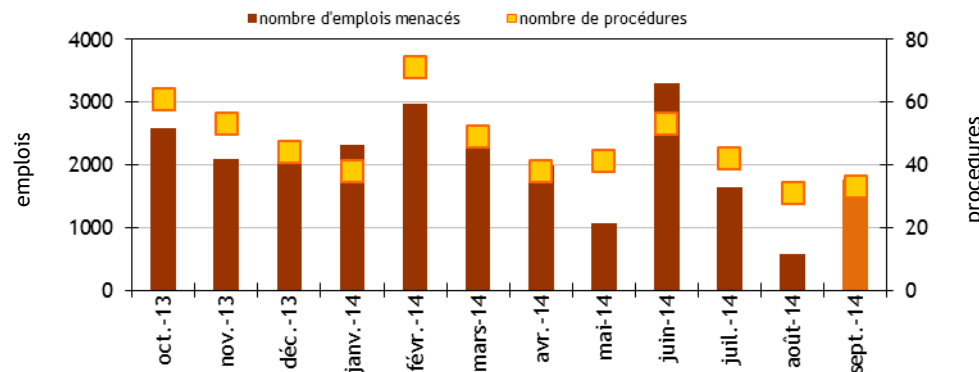
Les autres départements sont davantage épargnés, notamment la Seine-et-Marne qui ne compte que 21 emplois en danger.

L'industrie pharmaceutique est le secteur qui met en danger le plus d'emplois, proportionnellement à ses effectifs régionaux. Ce secteur concentre de nombreux licenciements collectifs depuis longtemps.

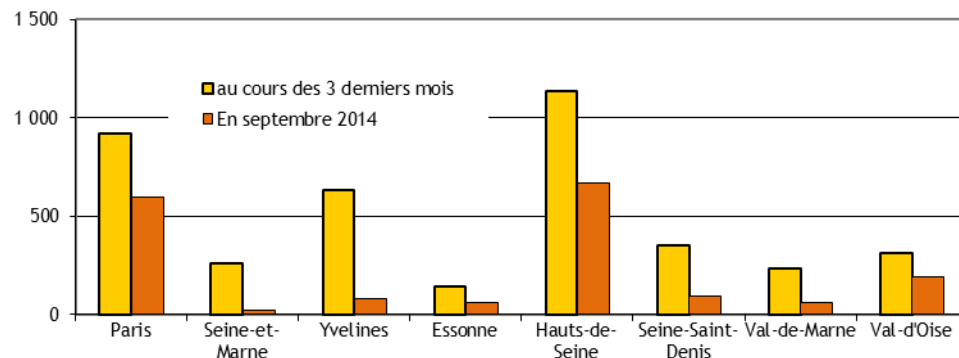
Les secteurs de l'édition et de la diffusion sont également durement affectés. Ils subissent à eux deux 4 procédures qui mettent en péril 241 emplois au total.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en septembre	33	6	2	1	3	11	3	3	4
cumul 2014	396	71	48	32	30	96	36	47	36
Salariés concernés	1 770	594	21	83	60	669	92	60	191
cumul 2014	17 933	3 284	930	1 481	1 163	5 617	2 492	1 402	1 564

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés

